



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

IRSN

INSTITUT DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre relatif à des prestations de vols héliportés pour
des campagnes de mesures aériennes et entraînement du
personnel IRSN

Mode de passation du marché public	Marché à procédure adaptée
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
Code CPV	60424120 – Location d'hélicoptères avec équipages

NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

IRSN (Siège social)
31, avenue de la Division Leclerc
BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Tél. : 01 58 35 88 88

MEMBRE DE
ETSON

Interlocuteurs IRSN



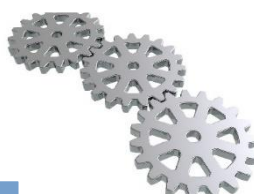
Affaire suivie administrativement par :

Fabrice MARTIAL

IRSN/SG/SAC/CCA

Téléphone : 01.58.35.91.53

Email : fabrice.martial@irsn.fr



Affaire suivie techniquement par :
Romain VIDAL

IRSN/PSE-ENV/SIRSE/LTD

Téléphone : 01.30.15.52.62

Email : romain.vidal@irsn.fr

Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	6
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	7
3.1 - Objet du marché.....	7
3.2 - Type de marché.....	7
3.3 - Définition des prestations du marché.....	7
3.4 - Décomposition en tranches	7
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché.....	8
ARTICLE 5 - Durée.....	9
5.1 - Durée	9
5.2 - Reconduction	9
5.3 - Délais d'exécution	9
ARTICLE 6 - Règlementation des prix	10
6.1 - Forme de prix	10
6.2 - Détermination du prix (de règlement).....	10
6.3 - Contenu des prix	10
6.4 - Type de prix.....	10
ARTICLE 7 - Modalités de règlement.....	12
7.1 - Financement du marché	12
7.2 - Echancier de paiement.....	12
7.3 - Présentation des demandes de paiement	12
7.4 - Cession de créance	12
7.5 - Délai de paiement	13
7.5.1 - Point de départ du délai global de paiement.....	13
7.5.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires	13
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	14
8.1 - Marchés similaires.....	14
8.2 - Emploi de travailleurs handicapés	14
8.3 - Préparation des prestations de vols hélicoptères	14
8.4 - Réunion de suivi des prestations	14
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	15
9.1 - Obligations générales.....	15
9.1.1 - Obligations de résultats.....	15

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire.....	15
9.1.3 - Obligation de continuité des prestations	15
9.1.4 - Obligation de confidentialité.....	15
9.2 - Obligations particulières	15
9.3 - Lieux d'exécution	16
9.4 - Remise des documents et livrables.....	16
9.5 - Mise en œuvre des demandes de prestations de vol hélicoptère (mission)	16
9.5.1 - Emission des devis et des bons de commande (aussi appelés ordres de service)	16
9.6 - Exécution des prestations	17
9.6.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire.....	17
9.6.2 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché	18
9.6.3 - Stockage, emballage et transport	18
9.6.4 - Livraison.....	18
9.6.5 - Surveillance en usine	18
9.7 - Opérations de vérification et garantie	18
9.7.1 - Nature des opérations.....	18
9.7.2 - Frais de vérification	18
9.7.3 - Déroulement des opérations de vérification	18
9.8 - Décisions après vérification.....	19
9.8.1 - Vérifications quantitatives	19
9.8.2 - Vérifications qualitatives	19
9.8.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet	19
9.9 - Transfert de propriété.....	20
9.10 - Maintenance des prestations.....	20
9.11 - Garantie.....	20
9.12 - Interlocuteurs.....	20
9.13 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché	21
9.13.1 - En cas de défaillance du Titulaire	21
9.13.2 - Dérogations au principe d'exclusivité	21
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	22
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	23
11.1 - Clause environnementale	23
11.2 - Clause relative à l'insertion sociale	24
11.3 - Clause relative à la protection du secret.....	24
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel	24
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	24

ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	25
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	26
15.1 - Clauses de réexamen.....	26
15.2 - Changement lié au statut du Titulaire.....	26
15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	26
ARTICLE 16 - Assurances.....	28
ARTICLE 17 - Nantissement	29
ARTICLE 18 - Retenue de garantie	30
ARTICLE 19 - Pénalités.....	31
19.1 - Détermination des pénalités.....	31
19.1.1 - Pénalités pour tout retard constaté	31
19.1.2 - Pénalités pour inexécution des prestations	31
19.2 - Cumul des pénalités	31
19.3 - Plafonnement des pénalités.....	31
19.4 - Plancher des pénalités	31
19.5 - Facturation des pénalités	31
19.6 - Caractères des pénalités	31
ARTICLE 20 - Prime d'avance	32
ARTICLE 21 - Résiliations	33
21.1 - Généralités	33
21.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché	33
21.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché	33
ARTICLE 22 - Règlement des différends	34
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS	35
Annexe n°1 : Modèle de bon de commande (aussi appelé ordre de service)	36
Annexe n°2 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur le site IRSN du vesinet	37

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire ou IRSN

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de vols hélicoptérés pour des campagnes de mesures aériennes et entraînement du personnel.

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte du Service d'intervention radiologique et de surveillance de l'environnement (SIRSE) de la Direction Environnement au sein du Pôle Santé et Environnement (PSE-ENV).

3.2 - Type de marché

Le présent marché constitue un accord-cadre composite comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

3.3 - Définition des prestations du marché

Les prestations couvertes par le présent accord-cadre se déclinent comme suit :

Marché ordinaire : cette partie concerne la phase dite "préparatoire", incluant notamment la phase de test.

Accord-cadre à bons de commande : cette partie porte sur les missions de vols hélicoptérés, qui comprennent la mise à disposition d'un hélicoptère, la mise à disposition du personnel qualifié, ainsi que la réalisation des minutes de vol.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

3.4 - Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont listées à l'article 1.2 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'achèvement des prestations objets du présent marché.

Son début d'exécution est postérieur à sa date de notification et est fixé au **3 janvier 2025**.

Le marché a une durée de quarante-huit (48) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'IRSN.

5.2 - Reconduction

Le marché n'est pas reconductible.

5.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chaque mission sont précisés dans les documents préparatoires des missions et/ou dans les bons de commande.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - Forme de prix

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires et unitaires. Ces prix sont indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 210.000,00 € HT**

6.2 - Détermination du prix (de règlement)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - Contenu des prix

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaires ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

6.4 - Type de prix

Le présent marché s'exécute à prix révisable pour tenir compte des variations économiques constatées pendant l'exécution du marché et garantir l'équilibre économique initial du contrat.

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de la réception par le Titulaire de la notification du marché.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

$$P1 = P0 \times (0,3 \times S1/S0 + 0,7 \times T1/T0)$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- ✚ S1 : dernier indice **001764115** connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ S0 : indice **001764115** du mois de dépôt des offres ;
- ✚ T1 : dernier indice **001503359** connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ T0 : indice **001503359** du mois de dépôt des offres ;

Les indices utilisés sont les suivants :

- **indice INSEE – Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.3 - Services de transport – dernier indice publié connu au mois de remises des offres - Identifiant 001764115**
- **indice INSEE – Indice des prix des carburants pour l'aviation – Identifiant 001503359**

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000^{ème}, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

Modalités de révision des prix :

Conformément à l'article R2112-13 du Code de la commande publique, la révision est de droit et sera effectuée à la date anniversaire de la notification du présent marché.

Le titulaire doit en faire la demande à l'IRSN par courrier ou par email.

La révision ne peut entrer en vigueur qu'après notification par l'IRSN de l'application de la formule de révision de prix.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de la notification de l'application de la formule de révision de prix.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - **Financement du marché**

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'IRSN.

7.2 - **Echéancier de paiement**

Les prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre feront l'objet d'une facturation après signature du procès-verbal de réception par l'IRSN.

Les paiements seront effectués en euros, conformément aux règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement bancaire sur le compte désigné par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

7.3 - **Présentation des demandes de paiement**

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET (SIRET IRSN : 440 546 018 00027) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché IRSN qui sera communiqué **en page de garde de l'acte d'engagement**.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.4 - **Cession de créance**

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.5 - **Délai de paiement**

7.5.1 - **Point de départ du délai global de paiement**

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'IRSN, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.5.2 - **Retard de paiement et intérêts moratoires**

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - Marchés similaires

L'IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8.2 - Emploi de travailleurs handicapés

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

8.3 - Préparation des prestations de vols hélicoportés

Le Titulaire s'engage à participer de façon active aux réunions de préparation des prestations de vols hélicoportés.

Les personnels concernés (pilote, mécanicien, ...) participent aux principales réunions de préparation de la prestation de vol hélicoporté a minima lorsque les points techniques de vol sont abordés.

Le cas échéant, le Titulaire valide et transmet le compte rendu de préparation de la prestation de vol hélicoporté à l'IRSN dans les délais d'exécution prévues au marché.

La participation aux réunions pourra se faire par visio (TEAMS) ou téléphone.

8.4 - Réunion de suivi des prestations

Les prestations objet du présent marché seront effectuées en étroite liaison avec les représentants mandatés de l'IRSN. Une réunion de lancement de la prestation sera réalisée dès la notification du marché au Titulaire, et des réunions de suivi d'avancement seront effectuées autant que de besoin.

À tout moment, une réunion non initialement planifiée pourra être organisée, sur l'initiative de l'IRSN ou du Titulaire, si le contexte l'exige, sans rémunération complémentaire.

Ces responsables se réuniront à la demande de l'une ou l'autre partie.

Chaque réunion pourra faire l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire délivré sous cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de la réunion et soumis à l'accord préalable de l'IRSN avant toute diffusion.

Une réunion de clôture pourra avoir lieu en fin de prestation. Si tel est le cas, elle aura pour objectif de constater la bonne fin d'exécution des travaux qui ont été confiés au titulaire.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - Obligations générales

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une obligation de résultat. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'IRSN, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - Obligations particulières

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IRSN la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'IRSN. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'IRSN pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'IRSN puisse être engagée de ce fait.

9.3 - **Lieux d'exécution**

Le marché s'exécute dans les différents lieux d'exécution des prestations de vols hélicoptérés ainsi que dans les locaux du Titulaire étant entendu que ce dernier se rend, en tant que de besoin, dans les locaux de l'IRSN (notamment lors des réunions de suivi des prestations en présentiel).

Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L'IRSN peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'IRSN.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'IRSN peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

9.4 - **Remise des documents et livrables**

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

- Compte rendu de préparation de la prestation de vol hélicoptéré (mission) transmis par email dans un délai de soixante-douze (72) heures suivant la tenue de la réunion,
- Compte rendu établi par le Titulaire transmis dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de la réunion.

9.5 - **Mise en œuvre des demandes de prestations de vol hélicoptéré (mission)**

9.5.1 - **Emission des devis et des bons de commande (aussi appelés ordres de service)**

Demande de devis

Préalablement à chaque lancement de mission, l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) adressera une demande de devis au Titulaire. Cette demande précisera, a minima, le besoin identifié par l'IRSN ainsi que le délai imparti pour la remise du devis. Le Titulaire établira son devis sur la base des prix unitaires indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Après accord exprès de l'IRSN sur le devis transmis, un bon de commande, sous la forme d'un ordre de service (OS), sera émis selon les besoins de l'IRSN.

Modification des conditions de réalisation des missions

En cas de modification des conditions de réalisation de la mission pour toute raison, le Titulaire devra établir un devis complémentaire reflétant les ajustements requis. Les devis, initial et complémentaire, ainsi que le bon de commande modifié, serviront alors de base pour la facturation des prestations.

Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande. Le respect de ces délais engage le Titulaire, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

Transmission des bons de commande et des demandes de devis

Les demandes de devis ainsi que les bons de commande seront adressés au Titulaire par tout moyen de communication adapté, notamment par voie électronique. Chaque bon de commande sera signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Contenu des bons de commande (OS)

Chaque bon de commande (OS) émis par mail par l'IRSN pour signifier au Titulaire l'engagement d'une prestation fera apparaître les éléments suivants :

- la référence du présent accord-cadre,
- une référence de l'ordre de service (= bon de commande),
- la désignation de l'ordre de service,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le cas échéant, les documents contractuels spécifiques à l'ordre de service,
- le prix d'engagement par référence aux prix unitaires indiqués dans l'annexe financière,
- le montant total de l'ordre de service, en € HT
- les délais d'exécution contractuels,
- la liste des livrables attendus,
- l'échéancier de paiement le cas échéant.

Accusé de réception du bon de commande

Le titulaire devra accuser réception de chaque bon de commande (OS) par retour de courrier électronique dans les plus brefs délais après sa réception.

Les bons de commandes sont signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Observations sur le bon de commande

Si le Titulaire estime que les prescriptions contenues dans un bon de commande nécessitent des observations, il doit en informer le signataire du bon de commande dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception du bon, faute de quoi il sera réputé avoir accepté sans réserve les conditions fixées.

Respect des bons de commande et cas de cotraitance

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'IRSN.

9.6 - Exécution des prestations**9.6.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire**

Le présent marché ne contient pas de matériels, objets et/ou approvisionnements confiés par l'IRSN au Titulaire.

9.6.2 - **Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché**

Sans objet

9.6.3 - **Stockage, emballage et transport**

Sans objet

9.6.4 - **Livraison**

Sans objet

9.6.5 - **Surveillance en usine**

Le présent marché ne prévoit pas une surveillance en usine.

9.7 - **Opérations de vérification et garantie**

9.7.1 - **Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les prestations de services en cause.

9.7.2 - **Frais de vérification**

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'IRSN pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'IRSN. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'IRSN de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'IRSN avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.7.3 - **Déroulement des opérations de vérification**

L'IRSN effectue, **lors de chaque mission héliportée**, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Notamment, l'IRSN vérifie que le nombre d'intervenants proposé pour chaque mission est conforme à ce que les parties ont convenues le jour de la mission. Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

L'IRSN effectue, à l'issue de chaque mission héliportée, un contrôle du nombre de minutes de vols comptabilisées par le titulaire du marché pour la mission avant facturation dans un délai de deux (2) jours ouvrés suivant la réception par l'IRSN du procès-verbal du titulaire.

9.8 - **Décisions après vérification**

9.8.1 - **Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'IRSN peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, d'achever la prestation dans les délais prescrits à l'article 9.8.3 ci-dessous suivant la fin des vérifications.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

9.8.2 - **Vérifications qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

9.8.3 - **Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Admission :

A l'issue des opérations de vérification quantitative et qualitative, l'IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à dater de la réalisation de la prestation.

Ajournement :

L'IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'IRSN, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'IRSN, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l'IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Sans objet

9.9 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'IRSN est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

9.10 - Maintenance des prestations

Le présent marché ne prévoit pas la maintenance des prestations livrées.

9.11 - Garantie

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

9.12 - Interlocuteurs

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché.

9.13 - **Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché**

9.13.1 - **En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

9.13.2 - **Dérogations au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes.

L'exclusivité est en principe garantie au Titulaire de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'IRSN garantit au Titulaire de ne pas recourir à des tiers dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Sans objet

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - Clause environnementale

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les actions d'ordre environnemental suivantes dans le cadre du présent marché.

1. Réduction de l'impact environnemental des missions hélicoptérées

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact environnemental des prestations. À ce titre, il devra :

- Utiliser des appareils (hélicoptères) à faible consommation de carburant et dotés de technologies permettant de réduire les émissions de CO2 et autres polluants atmosphériques.
- Optimiser les plans de vol en minimisant les trajets inutiles, en réduisant les temps de vol en attente, et en évitant les zones sensibles sur le plan écologique (zones protégées, espaces naturels, etc.).
- Privilégier, lorsque cela est techniquement et économiquement possible, des carburants alternatifs à plus faible impact environnemental (ex. kérosène durable, biocarburants).

2. Gestion des déchets et fluides dangereux

Le Titulaire devra gérer les déchets produits lors des missions (emballages, huiles, carburants, etc.) dans le respect de la réglementation applicable. Tous les fluides dangereux, y compris le carburant utilisé, doivent être manipulés et éliminés conformément aux normes en vigueur. Le Titulaire est également tenu d'utiliser des systèmes de ravitaillement évitant tout risque de fuite ou de pollution accidentelle.

3. Limitation du bruit et des nuisances sonores

Le Titulaire s'engage à adopter des mesures visant à limiter les nuisances sonores générées par les hélicoptères, notamment en évitant les vols à proximité des zones urbaines et en privilégiant des horaires de mission compatibles avec le respect des règles locales de tranquillité publique. Des technologies et équipements de réduction du bruit seront utilisés dans la mesure du possible.

4. Sensibilisation du personnel aux bonnes pratiques environnementales

Le Titulaire s'assurera que l'ensemble de son personnel impliqué dans l'exécution du marché est formé aux bonnes pratiques environnementales, notamment en matière de gestion des déchets, de réduction des nuisances et d'économie des ressources énergétiques.

5. Suivi et rapport environnemental

À la fin de chaque mission, le Titulaire fournira à l'IRSN un rapport synthétisant les mesures mises en œuvre pour limiter l'impact environnemental de la mission, y compris une estimation des émissions de CO2, la gestion des déchets, ainsi que toute action spécifique ayant permis de limiter les nuisances.

11.2 - Clause relative à l'insertion sociale

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

11.3 - Clause relative à la protection du secret

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Sans objet

ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'IRSN, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

15.1 - Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas de modification ou d'arrêt des prestations, engendré par les conséquences de la loi du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Cette modification de l'accord-cadre s'effectuera alors sans autre indemnités possibles que celles des situations de préjudice avérées, chiffrées et démontrées par les titulaires.
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché, notamment en cas de hausse significative du prix du kérosène ayant un impact significatif sur la prestation (prix de la minute de vol notamment), les parties s'engagent à se réunir afin de négocier un réajustement du prix. En cas de baisse significative, un ajustement à la baisse sera également discuté.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'IRSN ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

15.2 - Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales

et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IRSN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'IRSN, les agents de l'IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - Détermination des pénalités

19.1.1 - Pénalités pour tout retard constaté

Chaque fois que l'IRSN constatera le non-respect des délais d'exécution par le Titulaire, celui-ci sera passible d'une pénalité de 150 € HT par jour de calendrier de retard.

19.1.2 - Pénalités pour inexécution des prestations

Pour tout autre manquement aboutissant à une inexécution des prestations et autres que ceux prévus à l'article 19.1.2 du présent document, le titulaire sera passible d'une pénalité de 200 € HT par manquement constaté.

19.2 - Cumul des pénalités

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

19.3 - Plafonnement des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables.

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

19.4 - Plancher des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

19.5 - Facturation des pénalités

Les pénalités seront facturées par l'IRSN au Titulaire.

19.6 - Caractères des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur le montant initial du marché, ou le cas échéant, de la tranche ferme ou du bon de commande ;
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'IRSN ;
- Doivent être calculés en jours ouvrables et non calendaires.

ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 21 - RESILIATIONS

21.1 - Généralités

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'IRSN au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

21.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

21.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Versailles.

ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'IRSN au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard.

ANNEXE N° 1 : MODELE DE BON DE COMMANDE (AUSSI APPELE ORDRE DE SERVICE)



Etablissement public à caractère industriel et commercial
APE 7219Z - RCS Nanterre B 440 546 018
SIRET 440 546 018 00027 - TVA FR 68 440 546 018

Ordre de Service					
		Marché			
Référence contrat (1)		Numéro de l'Ordre de Service (1)		34.....	
Libellé contrat					
		Fournisseur			
Fournisseur					
Numéro du Tiers					
Contact		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Demandeur IRSN			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Responsable technique			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Ordre de service			
Site					
Libellé					
Documents contractuels (spécifiques # ordre de service)		Les dispositions contractuelles du contrat référencé plus haut s'appliquent au présent ORDRE DE SERVICE, ainsi que les documents suivants (le cas échéant) :			
		Adresse de livraison			
Adresse de livraison/prestation					
Commentaire / Lieu de livraison (SITE/BATIMENT/PIECE)					
		Etapas			
N°	Prestations / Livrables	Quantité	Prix Unitaire HT	Total du Poste HT	Date de livraison
	MONTANT TOTAL H.T				EUR

Visas IRSN	
Nom	
Date	
Signature	Visa Electronique

(1) Veuillez indiquer la Référence du Contrat et le Numéro de l'Ordre de Service sur votre facture

ANNEXE N° 2 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LE SITE IRSN DU VESINET

LE VESINET

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

IRSN/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE